Dépêche No. 1093 | 17 décembre 2025

Les Maliens rejettent la règle du parti unique mais restent critiques du multipartisme

Dépêche No. 1093 d'Afrobarometer | Koniba Ballo

Résumé

Le Mali renoue avec la démocratie multipartite après 23 ans de règne du Général Moussa Traoré, tantôt sous un régime d'exception, tantôt sous un régime monopartite. L'ouverture démocratique de 1992 a consacré la démocratie et le multipartisme (République du Mali, 1992). En 30 ans, plus de 200 partis politiques ont été créés, entraînant une fragmentation de la scène politique. Cette ère démocratique s'est accompagnée d'un désaveu des partis politiques et d'une insatisfaction croissante du fonctionnement de la démocratie (Sangaré & Cissé, 2025).

Les partis politiques sont les principaux acteurs de la démocratie, mais en raison de leur prolifération, du déficit de formation et de sensibilisation politiques, et leur mauvaise organisation, ils peinent à mobiliser et à convaincre les citoyens, perdant ainsi progressivement leur crédibilité (Traoré & Sogodogo, 2018).

En transition depuis août 2020, les autorités maliennes ont fait de cette période un moment de réformes politico-institutionnelles visant à refonder la gouvernance du pays. Les assises nationales de la refondation, tenues en décembre 2021, ont formulé 517 recommandations, parmi lesquelles figurent la révision de la charte des partis politiques, notamment la réduction du nombre de partis politiques, le renforcement du chef de file de l'opposition, la limitation du financement public des partis et l'interdiction du nomadisme politique (Présidence de la République du Mali, 2025).

Après une première suspension en avril 2024, un décret présidentiel pris en mai 2025 dissous tous les partis politiques et organisations à caractère politique en République du Mali, suite à une concertation des forces vives de la nation (Malga, 2025).

Dans ce contexte, cette recherche basée sur les récentes données d'Afrobarometer se propose de nourrir le débat et d'orienter la rédaction de la nouvelle charte des partis politiques en mettant en lumière les perceptions des Maliens sur les partis politiques, les dirigeants et la démocratie.

Selon les résultats, la majorité des Maliens rejettent la règle du parti unique, affirmant leur attachement à un pluralisme politique. Pourtant, ils sont également majoritaires à considérer que les partis politiques créent la division et la confusion, et seule une minorité d'entre eux se disent proches d'un parti politique, illustrant un scepticisme profond vis-à-vis de ces formations.

Malgré cette défiance, la plupart des citoyens estiment que leurs dirigeants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres et transparentes, et jugent que les élus doivent écouter les électeurs et répondre à leurs attentes.

Cependant, l'armée reste perçue comme un acteur légitime de l'ordre politique, dans certaines circonstances. Une large majorité des Maliens considèrent acceptable que l'armée prenne le contrôle du pays lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir. Dans ce

Copyright ©Afrobarometer 2025

scénario, seulement quatre sur 10 favorisent un rétablissement rapide ou progressif d'un régime civil, tandis que la majorité estiment que les militaires devraient gouverner aussi longtemps qu'ils le jugent nécessaire.

Sur le plan des préférences de régime, une majorité relative des Maliens disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement. Pourtant, seuls trois sur 10 considèrent que le pays est aujourd'hui une démocratie en bon état. Cette ambivalence se reflète dans le niveau élevé d'insatisfaction envers le fonctionnement démocratique, partagé par la plupart des citoyens.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens en octobre 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020 et 2022.

Résultats clés

- La majorité (64%) des Maliens rejettent la règle du parti unique.
    - Cependant, plus de six Maliens sur 10 (62%) disent que les partis politiques créent la division et la confusion, qu'il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs.
    - Seulement 14% des répondants se sentent proches d'un parti politique.
- Près des deux tiers (64%) des citoyens maliens pensent que leurs dirigeants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres et transparentes.
- Pour 58% des Maliens, les élus devraient écouter l'opinion des électeurs et faire ce qu'ils demandent.
- La grande majorité (85%) des Maliens pensent qu'il est légitime que l'armée prenne le contrôle du pays lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.
    - Dans l'hypothèse où l'armée interviendrait dans le fonctionnement du gouvernement, quatre répondants sur 10 sont favorables au rétablissement d'un régime civil le plus tôt possible (9%) ou suite à une transition progressive (34%). La majorité (56%) estiment que les militaires doivent gouverner aussi longtemps qu'ils pensent que c'est le mieux pour le pays.
- La majorité (57%) des Maliens souhaitent que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles.
- Une majorité relative (44%) des Maliens disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement.
    - Mais seuls trois Maliens sur 10 estiment que leur pays est « une démocratie avec des problèmes mineurs » (19%) ou « une pleine démocratie » (11%).

Copyright ©Afrobarometer 2025

- La majorité (69%) des citoyens se disent insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne au Mali.

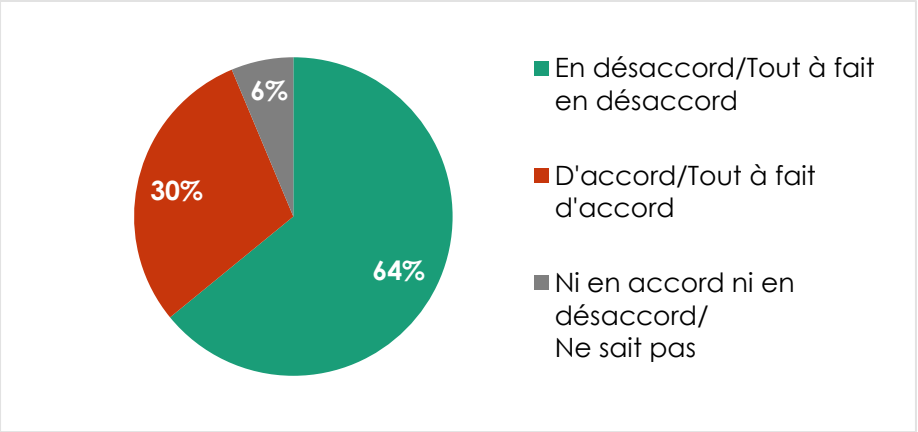
Perceptions sur les partis politiques

L'opinion publique malienne penche en faveur du pluralisme politique. La majorité (64%) des citoyens rejettent le régime du parti unique (Figure 1).

Dans le même temps, plus de six Maliens sur 10 (62%) estiment que les partis politiques créent de la division et de la confusion, et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Mali (Figure 2). Toutefois, une minorité significative (34%) de répondants considèrent qu'il est important de maintenir plusieurs partis afin de garantir aux citoyens un véritable choix de gouvernance.

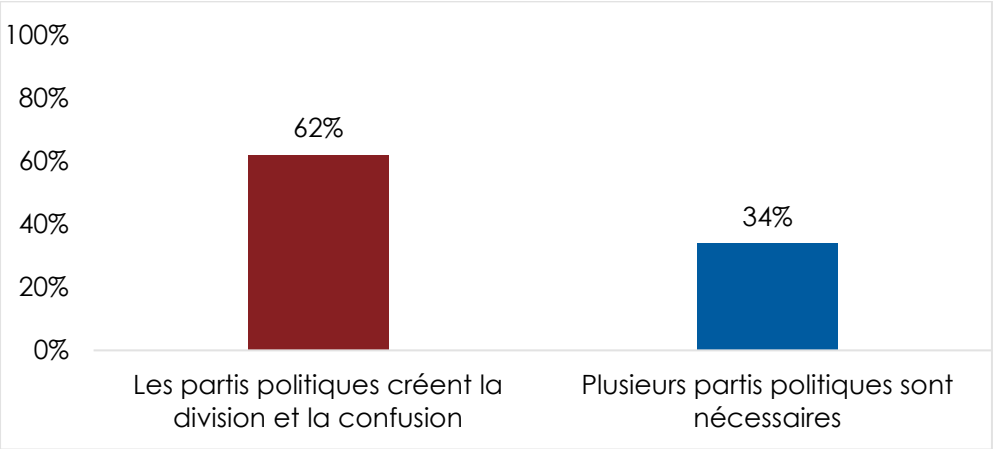
Par ailleurs, six Maliens sur 10 (60%) disent qu'ils accepteraient qu'un même parti remporte toujours les élections et dirige continuellement le pays, à condition que ces scrutins soient libres et transparents (Figure 3).

Figure 1 : Rejet de la règle du parti unique | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec l'alternative suivante : Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ?*

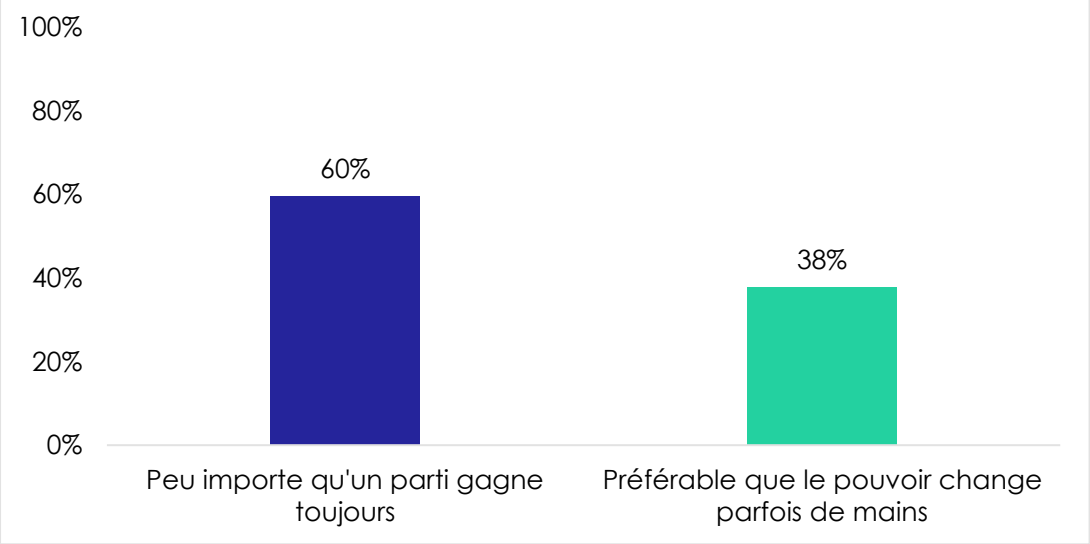
Figure 2 : Est-il nécessaire d'avoir plusieurs partis politiques ? | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Mali.
Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Maliens aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 3 : Alternance vs. maintien d'un parti au pouvoir | Mali | 2024

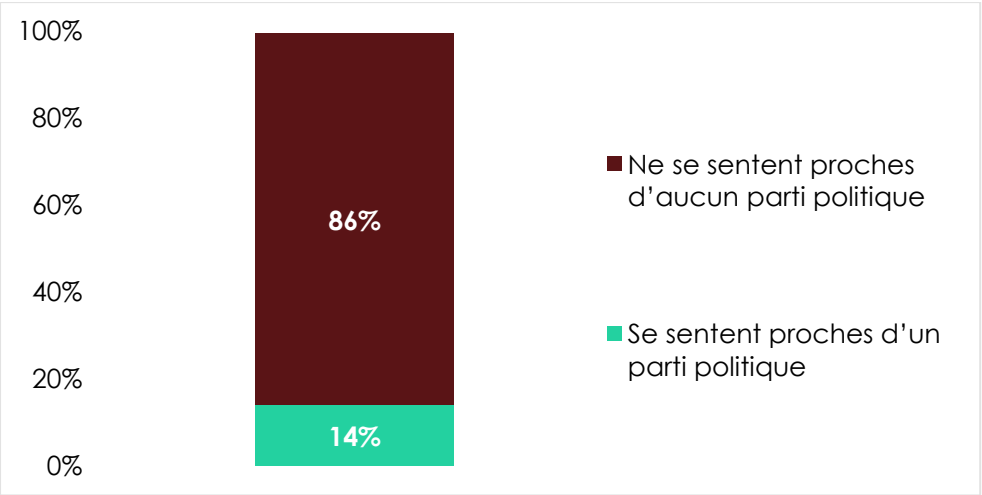


Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Dans une démocratie, il est préférable que le pouvoir change parfois de mains lors des élections d'un parti politique à un autre.
Affirmation 2 : Dans une démocratie, tant qu'un gouvernement est élu par le peuple lors d'élections libres et transparentes, peu importe qu'un parti gagne toujours et gouverne continuellement le pays.

Malgré leur soutien nuancé au multipartisme, seule une minorité (14%) des Maliens déclarent se sentir proches d'un parti politique (Figure 4).

Selon les répondants, le financement public des partis politiques (36%) constitue la principale source de financement des campagnes électorales au Mali, suivi des ressources propres des partis et des candidats (32%) (Figure 5). Environ un sur 10 répondants (8%) pensent que ce financement provient d'acteurs ou d'organisations étrangères, tandis que 6% l'attribuent aux opérateurs économiques. Par ailleurs, plus d'un répondant sur 10 (12%) disent ne pas connaître la source de ce financement.

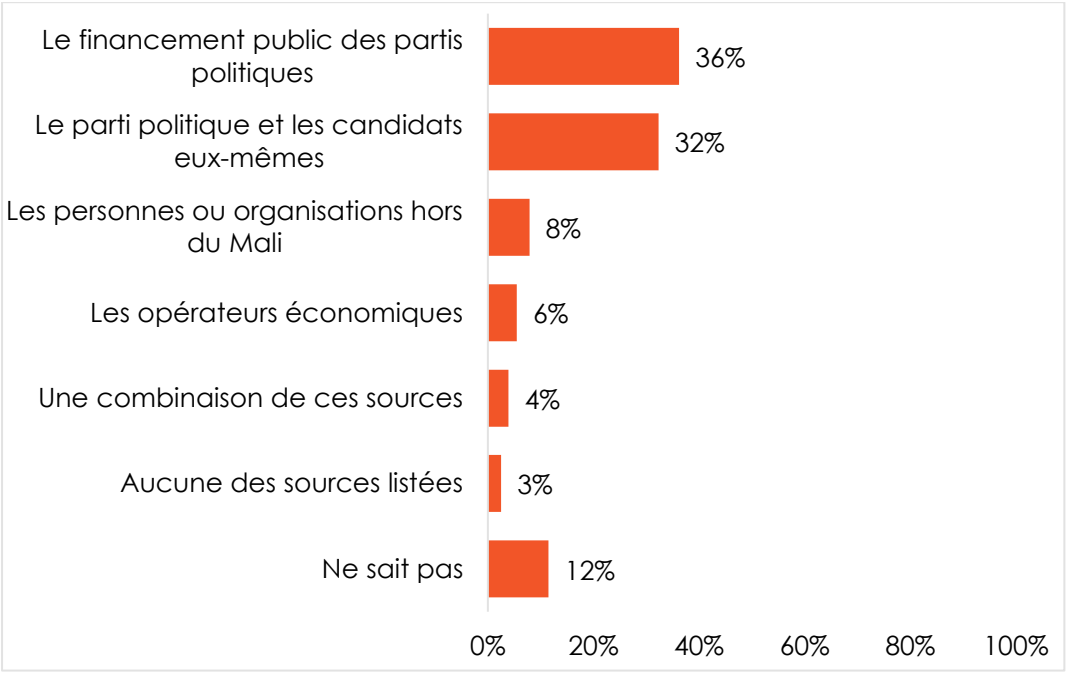
Figure 4 : Proximité avec un parti politique | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Vous sentez vous proche d'un quelconque parti politique ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

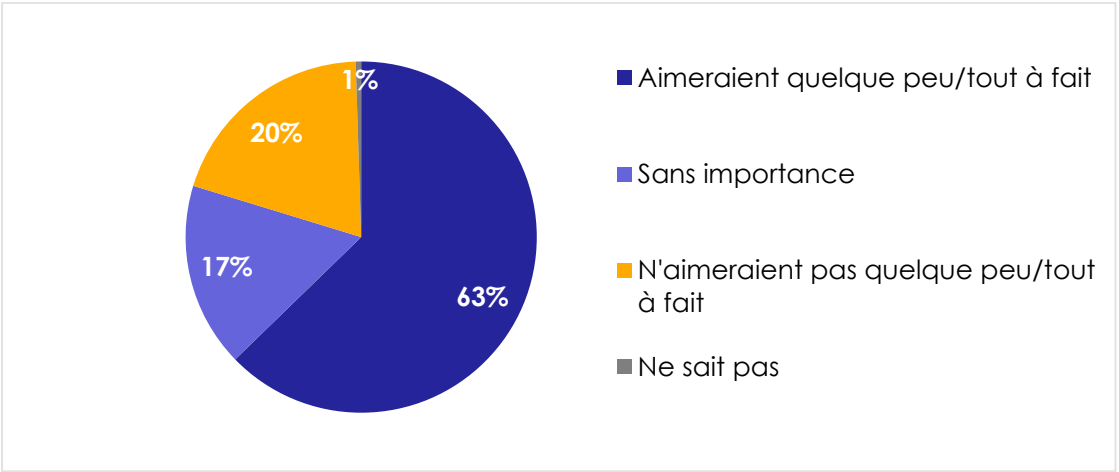
Figure 5 : Source de financement des campagnes | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Selon vous, laquelle des sources suivantes constituerait la principale source de financement des campagnes électorales au Mali ?*

Lorsqu'il s'agit d'avoir pour voisin des sympathisants d'un autre parti politique, la majorité des Maliens disent qu'ils l'aimeraient ou seraient indifférents. Ce résultat reflète une forte tolérance envers les opinions politiques différentes (Figure 6).

Figure 6 : Tolérance des voisins supporteurs d'un autre parti politique | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Pour le groupe de personnes suivant, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Des supporteurs d'un autre parti politique ?*

Sur les dirigeants et leur désignation

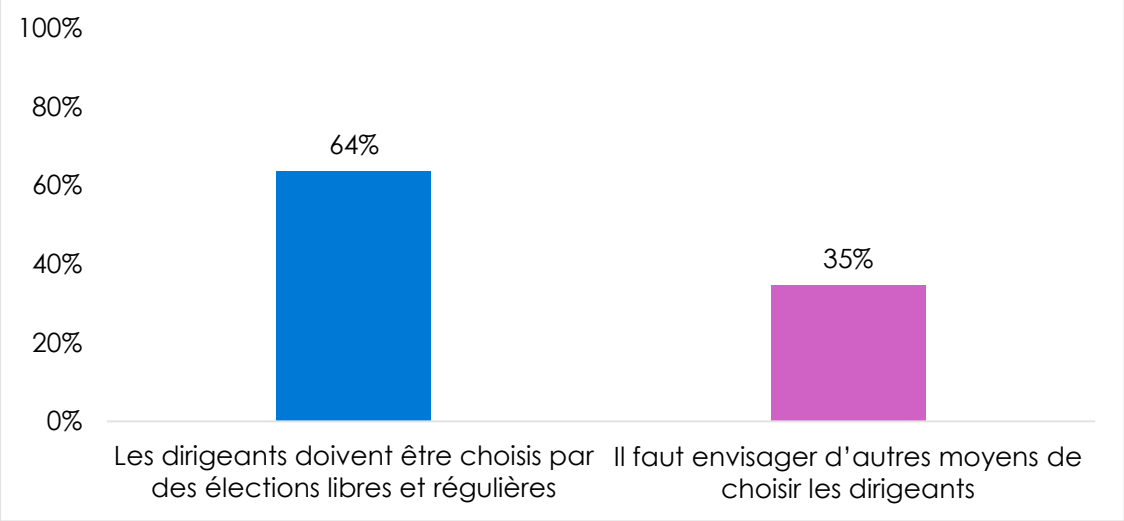
Les opinions des Maliens sur leurs dirigeants et les modalités de leur désignation révèlent des tendances importantes pour la gouvernance démocratique du pays.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Près des deux tiers (64%) des citoyens maliens estiment que les dirigeants devraient être choisis au moyen d'élections régulières, libres et transparentes (Figure 7).

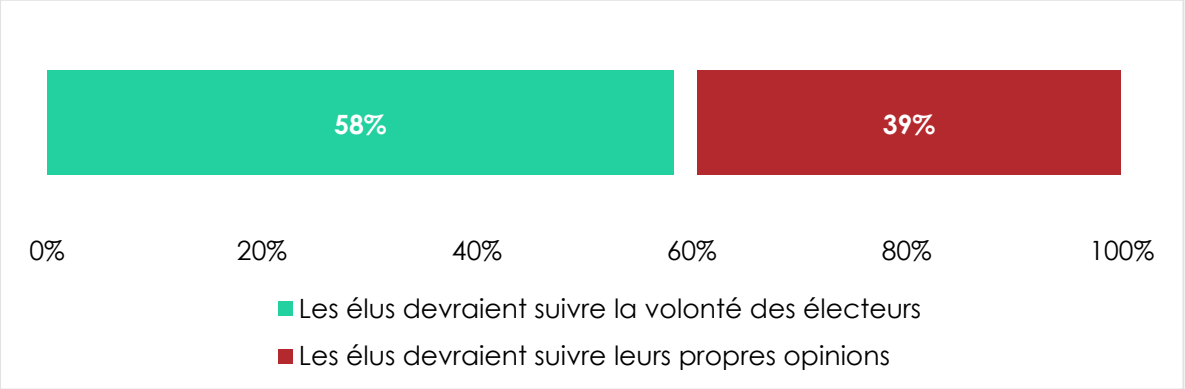
Par ailleurs, une majorité (58%) des Maliens souhaiteraient pour leur pays un type de société dans lequel les élus écoutent l'opinion des électeurs et répondent à leurs attentes (Figure 8).

Figure 7 : Soutien aux élections comme moyen de choisir les dirigeants | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.
Affirmation 2 : Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

Figure 8 : Les élus devraient suivre les opinions des électeurs et non leurs propres idées | Mali | 2024



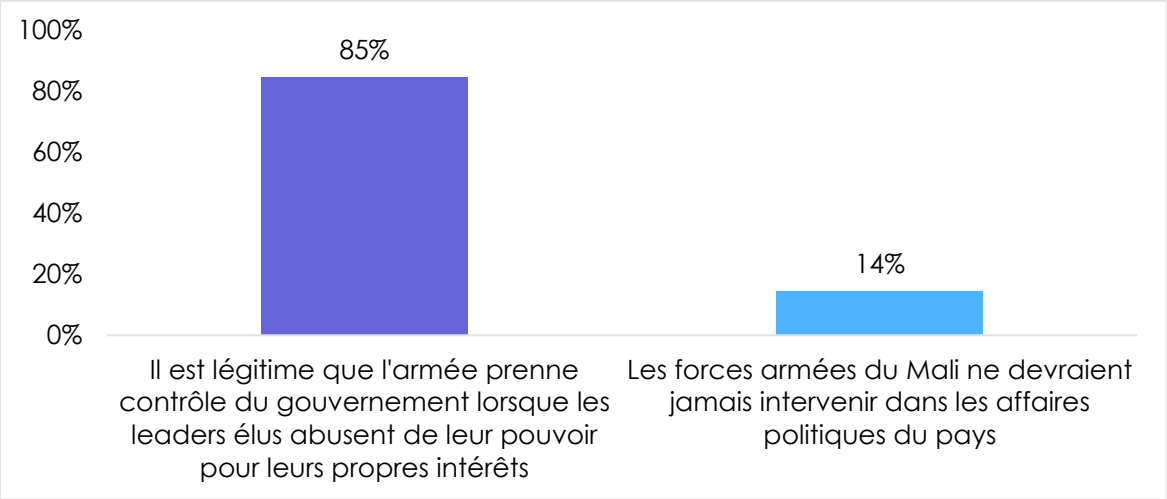
Question posée aux répondants : *Parlons un peu du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Nos élus devraient écouter l'opinion des électeurs et faire ce qu'ils demandent.
Affirmation 2 : Nos dirigeants élus devraient suivre leurs propres idées pour décider de ce qui est bien pour le pays.

Dans une situation hypothétique où les dirigeants élus abuseraient de leur pouvoir à des fins personnelles, une très large majorité (85%) des Maliens estiment qu'il serait légitime que les forces armées prennent le contrôle du gouvernement (Figure 9).

Copyright ©Afrobarometer 2025

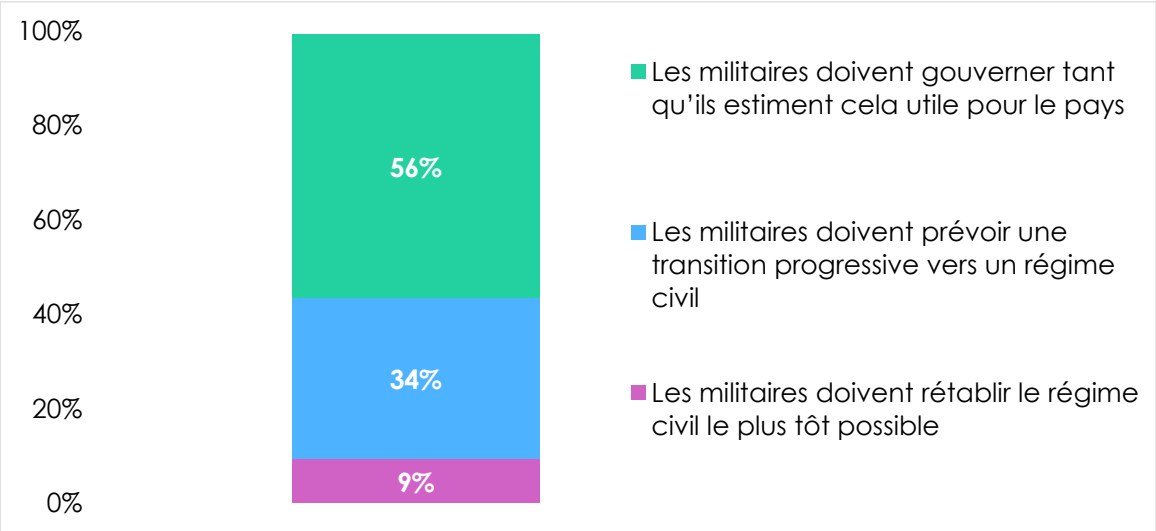
En cas d'intervention militaire, plus de quatre Maliens sur 10 pensent que les militaires devraient soit prévoir une transition progressive vers un régime civil (34%), soit rétablir celui-ci le plus rapidement possible (9%). Toutefois, la majorité (56%) des répondants considèrent que les forces armées devraient gouverner aussi longtemps qu'elles le jugent nécessaire (Figure 10).

Figure 9 : Intervention de l'armée dans les affaires politiques | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Les forces armées du Mali ne devraient jamais intervenir dans les affaires politiques du pays.
Affirmation 2 : Il est légitime que les forces armées prennent contrôle du gouvernement lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts.

Figure 10 : Gestion du pouvoir après intervention des militaires | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Si l'armée devait un jour intervenir dans le fonctionnement du gouvernement, laquelle des trois affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Les militaires doivent toujours rétablir le régime civil le plus rapidement possible.
Affirmation 2 : Les militaires doivent prévoir une transition progressive vers un régime civil lorsque le pays sera prêt, ce qui pourrait prendre un an ou plusieurs années.
Affirmation 3 : Les militaires doivent gouverner aussi longtemps qu'ils pensent que c'est le mieux pour le pays.

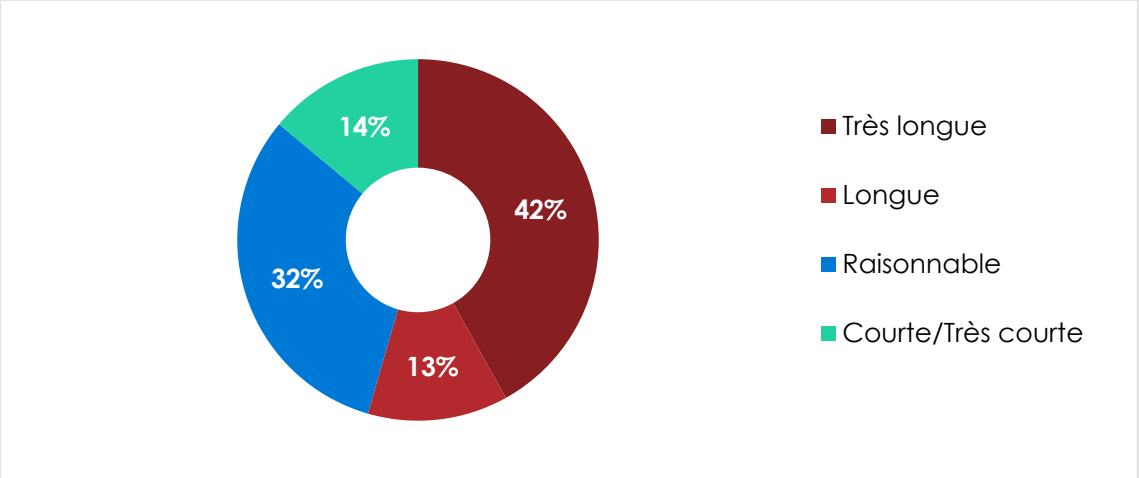
Copyright ©Afrobarometer 2025

Dans un contexte marqué par l'incertitude autour du calendrier électoral, les Maliens expriment des opinions variées sur la transition. Plus de la moitié (55%) des citoyens estiment que la période de transition devrait encore se prolonger (Figure 11).

La majorité (57%) souhaiteraient que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles (Figure 12).

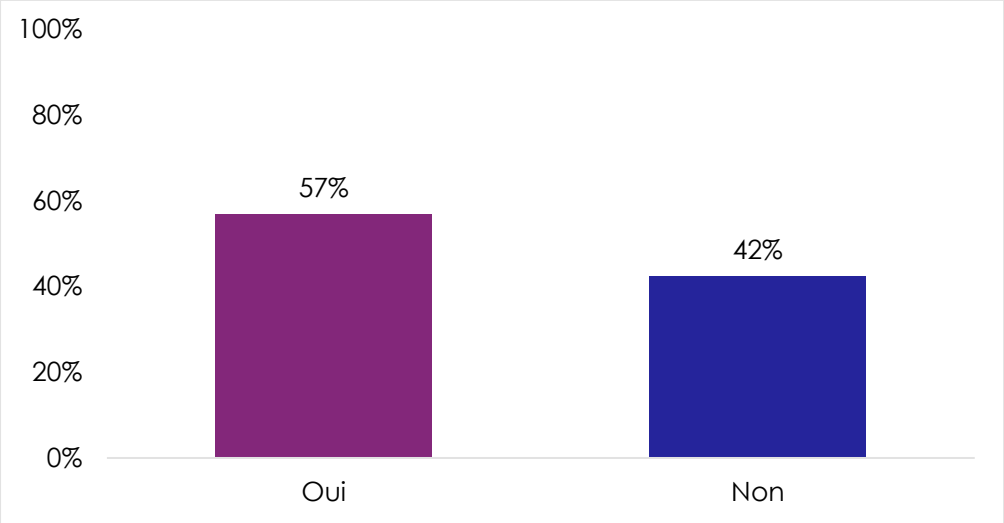
Parmi ceux qui souhaitent que le gouvernement de transition organise des élections, près de neuf sur 10 (89%) approuvent la candidature du Général Assimi Goïta, dont 72% qui sont « tout à fait d'accord » (Figure 13).

Figure 11 : Durée de la transition | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *A votre avis, diriez-vous que la période de la transition doit encore être longue, courte ou raisonnable ?*

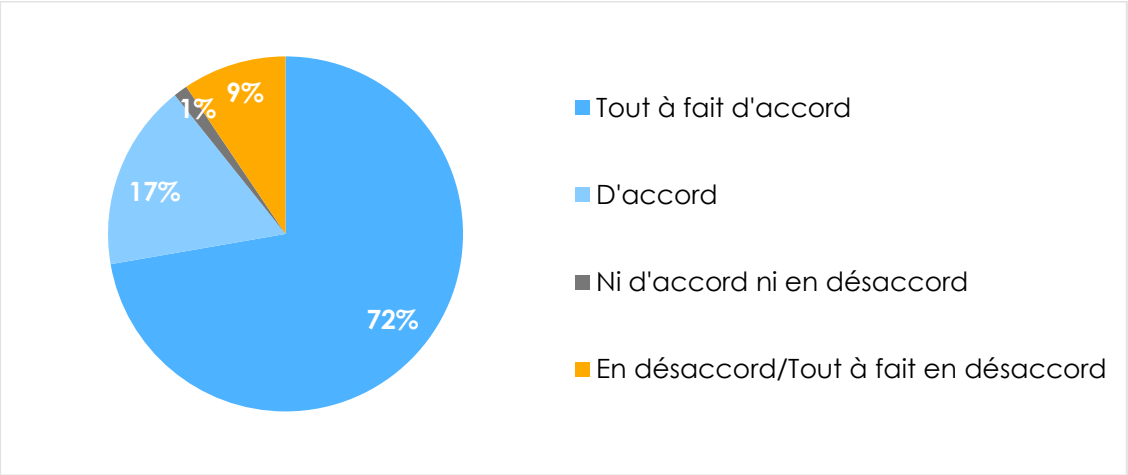
Figure 12 : Souhaiteriez-vous que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles ? | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Souhaiteriez-vous que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles au Mali ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 13 : Candidature du Président de la Transition Assimi Goïta | Mali | 2024



Question posée aux répondants qui souhaitent que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles : *Si le gouvernement de transition venait à organiser des élections présidentielles, seriez-vous en désaccord ou d'accord que le Général Assimi Goïta soit candidat ? (Les répondants qui ne souhaitent pas que le gouvernement de transition organise des élections présidentielles sont exclus.)*

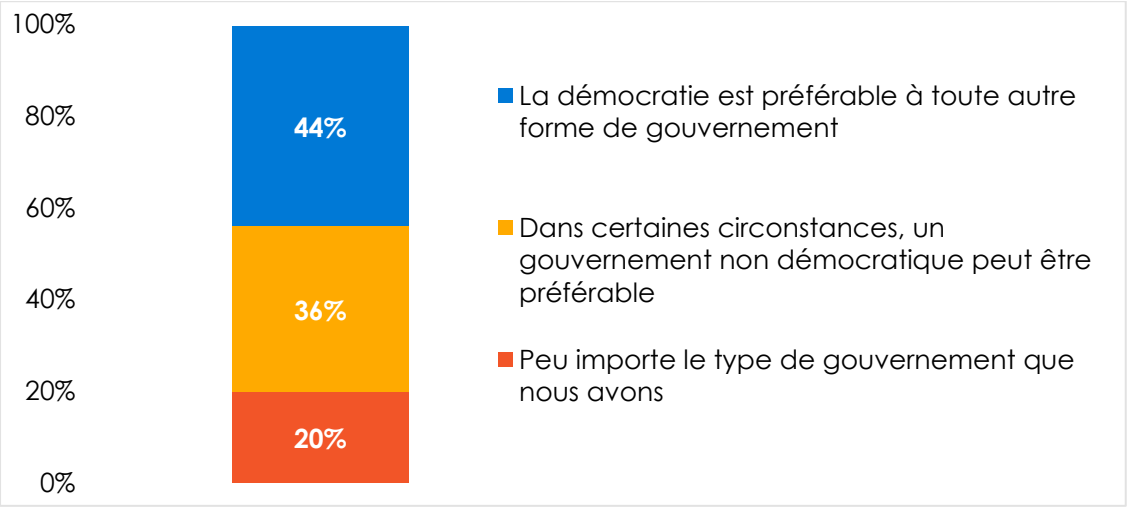
Sur la démocratie

La perception de la démocratie au Mali reste contrastée entre une préférence pour ce système de gouvernance et une évaluation critique de son état actuel.

Plus de quatre Maliens sur 10 (44%) déclarent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement, tandis que 36% estiment que dans certaines circonstances, un régime non démocratique peut être préférable et 20% se disent indifférents au type de gouvernement qu'ils ont (Figure 14).

Cependant, seulement trois répondants sur 10 estiment que leur pays est « une pleine démocratie » (11%) ou « une démocratie avec des problèmes mineurs » (19%) aujourd'hui, tandis que deux tiers (67%) considèrent que le Mali est « une démocratie avec des problèmes majeurs » ou n'est « pas une démocratie » (Figure 15).

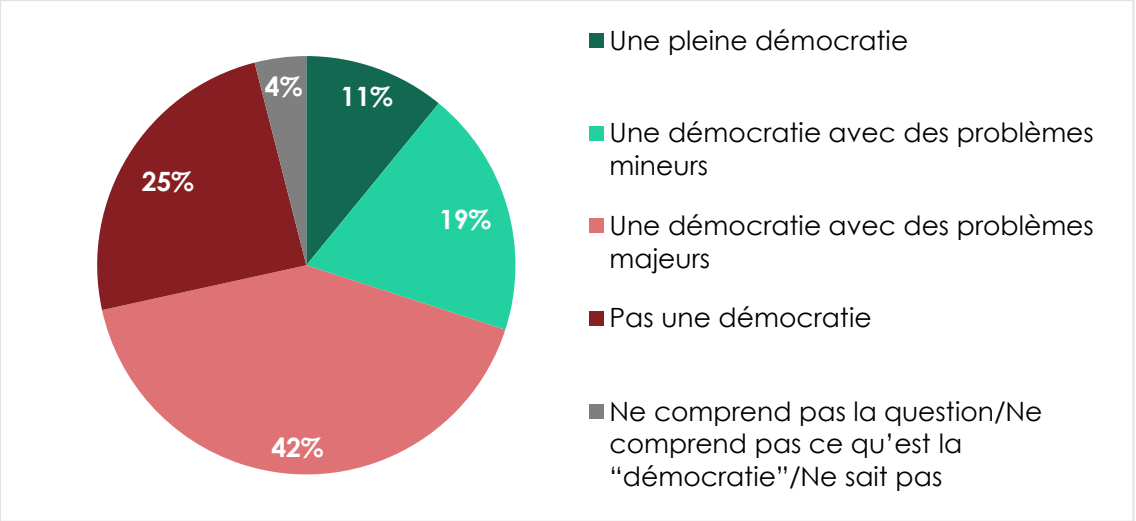
Figure 14 : Préférence pour la démocratie | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 15 : Niveau de démocratie | Mali | 2024

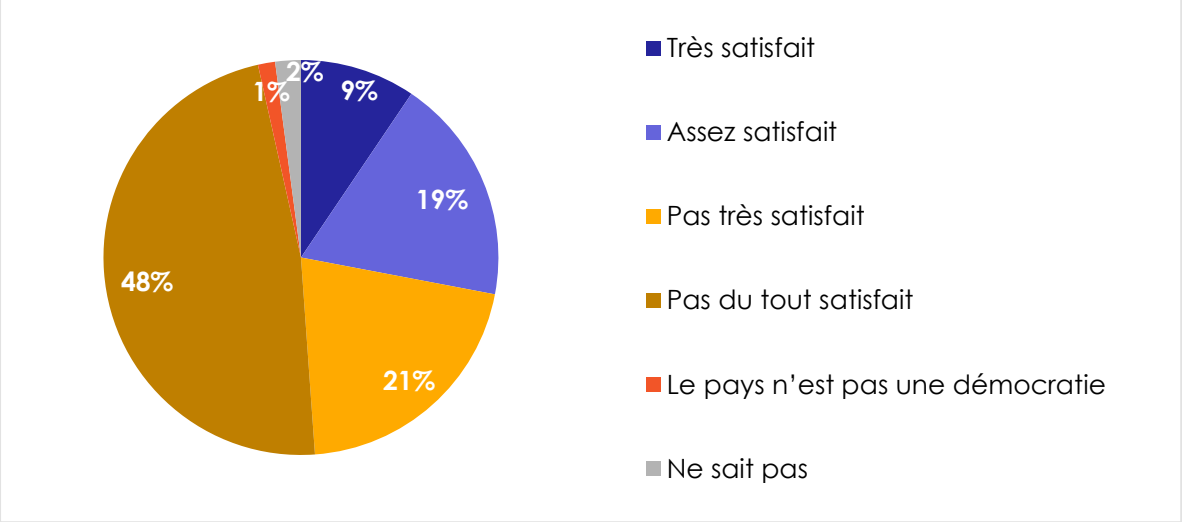


Question posée aux répondants : *A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Mali aujourd'hui ?*

Peu surprenant, la majorité (69%) des Maliens se disent insatisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays (Figure 16).

Cette insatisfaction a connu une ascension fulgurante entre 2014 (48%) et 2020 (76%), année de la rupture constitutionnelle, avant de baisser timidement en 2024 (69%) (Figure 17).

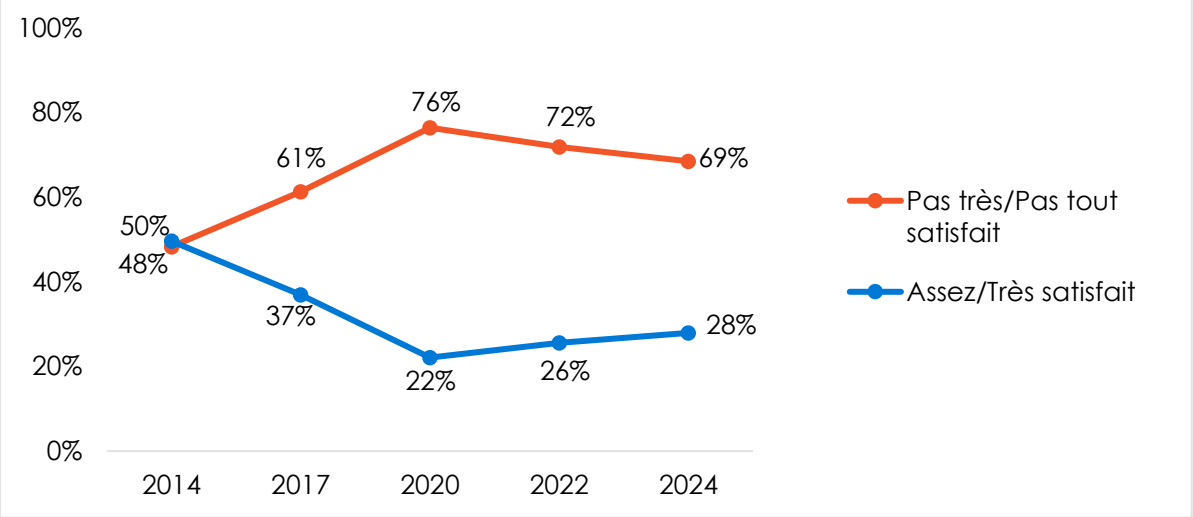
Figure 16 : Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie | Mali | 2024



Question posée aux répondants : *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Mali ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 17 : Satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie | Mali | 2014-2024



Question posée aux répondants : *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Mali ?*

Conclusion

Les Maliens se trouvent dans une situation d'interrogation quant à l'avenir politique de leur pays. Les résultats de la plus récente enquête d'Afrobarometer montrent que, malgré leur insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, ils restent attachés à certains de ses principes fondamentaux, notamment la tenue d'élections régulières, libres et transparentes.

Paradoxalement, les citoyens maliens restent ouverts à une intervention militaire lorsque le pouvoir civil échoue. Ils se montrent aussi méfiants envers le multipartisme, probablement en raison de ses dysfonctionnements, tout en rejetant clairement le système du parti unique.

Bien que les partis politiques jouent un rôle essentiel dans l'animation de la vie démocratique, ils ne séduisent plus les Maliens. La majorité des citoyens ne s'identifient à aucun parti politique, ce qui suggère une aspiration à un système partisan plus responsable, crédible et mieux régulé.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Références

Malga, A. (2025). Mali : Le président de la transition suspend les activités des partis politiques. Agence Anadolu. 7 mai.

Malijet. (2023). Des experts se penchent sur la démocratie au Mali lors d'un colloque à Bamako : « Le processus démocratique malien a été une démocratie d'instabilité ». 18 décembre.

Présidence de la République du Mali. (2025). Le président de la transition reçoit le 3e rapport annuel du comité de suivi-évaluation des FNR.

République du Mali. (1992). Constitution de la République du Mali.

Sangaré, B. & Cissé, M. (2025). Se renouveler ou périr, le dilemme des partis politiques au Mali. Afriquexxi. 10 mars.

Traoré, M., & Sogodogo, A. (2018). Défis et enjeux des partis politiques au Mali. Friedrich-Ebert-Stiftung.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Koniba Ballo est jeune chercheur au Conseils Donko pour la Gouvernance et la Sécurité et participant à l'école d'été 2025 d'Afrobarometer. Email : ballokoniba18@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya, et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Center for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

Dépêche No. 1093 d'Afrobarometer | 17 décembre 2025

Copyright ©Afrobarometer 2025